

L'UNION POPULAIRE JUSQU'À LA VICTOIRE!

Assemblée représentative de la
France insoumise, 16 décembre 2023



1. Le moment de l'histoire est celui d'une montée en tension des sociétés humaines. En combinant leurs effets, plusieurs données mondiales étendent leur impact sur la vie de chacun·e. Ainsi avec le **dérèglement climatique**, la recrudescence des conflits armés, l'extension sans fin du domaine de la marchandisation, la bascule dans les procédés numériques entremêlent leurs conséquences et réorganisent tout, toujours plus vite et toujours davantage.

2. Aucun sujet ne se traite séparément. Une cause commune les domine tous : le déploiement **du** mode de production capitaliste **et productiviste** irresponsable, animé par un objectif absurde d'accumulation sans limite de profits au bénéfice d'une petite minorité **et au détriment d'une grande partie du peuple qui s'enfoncé dans la pauvreté, et de la planète.**

UN MONDE EN CRISE, DES PEUPLES EN LUTTE

3. Le meilleur **comme** le pire peuvent résulter de ce contexte. Un nouvel élan de la civilisation humaine, ou son effondrement ? En toute hypothèse, la solution est dans le peuple **et dans sa capacité à se mettre en mouvement.** Encore faut-il qu'il se donne les moyens d'agir. Il le tente de multiples manières sous toutes les latitudes. Nous sommes totalement engagé·es **en son sein** dans ses efforts d'insoumission. Pour y répondre, nous proposons un programme, l'Avenir en commun, une stratégie, **l'union populaire pour la Révolution citoyenne**, avec un mouvement **évolutif et tourné vers l'action, la France insoumise**, et une source de décryptage intellectuel et de formation, l'Institut La Boétie.

4. En épousant à chaque étape les causes du peuple, nous avons contribué à de magnifiques avancées. En Europe, elles confèrent à l'action du peuple de France une singularité d'audace et de combativité. La percée électorale aux élections présidentielles et législatives de l'an passé en sont un signal. Il a été amplifié par la mobilisation sociale la plus importante depuis cinquante ans dans la lutte pour le droit à la retraite **à 60 ans.**

5. Nous connaissons nos forces, les moyens par lesquels nous les avons acquises et par lesquels nous continuons à avancer. Mais nous connaissons aussi nos difficultés et nos faiblesses. Nombre se règlent sur le terrain par la pratique, l'initiative et la créativité de l'action militante. Le chemin se construit par nos pas.

6. Il se construit à l'heure où les idées d'extrême droite et fascistes progressent partout dans le monde et gangrènent une grande partie de l'arc politique et des médias, tenus par une poignée de milliardaires. L'idée du "redressement moral" de la France, la lutte "du bien contre le mal" chère à la théorie du choc des civilisations, le racisme, la stigmatisation des étranger-es ou d'un "ennemi de l'intérieur" comme boucs émissaires des difficultés sociales, la montée en puissance des politiques sécuritaires et de répression comme réponse à toute revendication légitime ne sont plus aujourd'hui l'apanage de la seule extrême droite politique.

7. La droite dans son ensemble et le président de la République lui-même souscrivent à ces idées, jusqu'à les traduire dans leurs propositions comme l'ont montré les débats sur la Loi Immigration et à réprimer toute contestation sociale ou écologique. Leur objectif est de diviser le peuple pour maintenir ce système à bout de souffle, qui engendre toujours plus de misère, de pauvreté et la destruction de nos écosystèmes, et contre lequel les contestations sociales légitimes s'unissent et se multiplient. Cette banalisation des idées d'extrême droite se traduit dans les rues où des groupuscules violents profitent d'un climat d'impunité pour défiler aux cris de slogans racistes ou pour intimider une partie de la population.

8. Dans ce contexte, il est de notre responsabilité d'opposer à ces logiques de division le regroupement du peuple autour de causes communes en rupture avec l'ordre établi, comme l'a fait en son temps le Front populaire et le mouvement ouvrier face à la menace des ligues fascistes. C'est notre rôle de démonter l'arnaque sociale du Rassemblement national, en particulier dans les secteurs géographiques où l'extrême droite a réussi à renforcer son implantation. Et c'est notre devoir de nous doter des moyens d'auto-défense nécessaires pour garantir notre capacité à défendre nos idées dans la société.

9. Il n'y a aucune fatalité ! Là encore, la victoire du Front populaire sur la base d'un grand programme social en 1936 et en pleine montée des idées d'extrême droite montre que le succès est possible. Le pays balance entre la mobilisation collective et le repli sur soi. Tout est possible. Notre devoir est d'offrir une alternative au macronisme déclinant et à l'extrême droite menaçante. Nous refusons la survie d'un pouvoir qui ne tient qu'à travers des 49.3 à répétition et nous voulons bâtir une 6ème République écologique et sociale.

10. Dans cette optique, notre tactique d'action est confrontée à l'impasse dans laquelle se trouve aujourd'hui la NUPES. L'Union populaire, c'est-à-dire le rassemblement du peuple autour de causes communes et d'une politique de rupture avec le système, reste notre stratégie. Nous devons donc nous demander simplement et concrètement comment la faire vivre dans de nouvelles conditions plus durables, en lien avec les grandes forces sociales du pays et celles et ceux qui résistent politiquement à la normalisation de toute vie par un système injuste et prédateur de notre planète.

11. Nous devons faire l'union populaire dans des formes comprises du grand nombre pour qui la crédibilité commence par la clarté des méthodes, des objectifs et le respect mutuel dans l'action. Sans rancune ni procès contre celles et ceux qui portent la responsabilité de cette impasse, en conservant toujours la possibilité de les faire changer d'avis, nous nous en tiendrons à un choix positif : comment continuer à

travailler à l'Union populaire ? Ce texte se concentre sur cette seule question et propose une façon d'agir concrète.

LES INSOUMISES ET INSOUMIS, PREMIERS ARTISANS ET PARTISANS DE LA NUPES

12. En mai 2022, après le résultat de 22 % de Jean-Luc Mélenchon à l'élection présidentielle, nous avons constitué la NUPES. Sa mise en place fut un événement inédit. Pour la première fois de l'histoire, **nous avons présenté**, sur toutes les circonscriptions de l'hexagone, des candidatures communes porteuses d'un programme de **gouvernement**, en rupture avec le capitalisme et le productivisme.

13. Il s'en est fallu de peu, en voix comme en pourcentage, **pour** qu'elle **obtienne** l'élection d'une majorité de député·es à l'Assemblée nationale. La NUPES est arrivée en tête du premier tour et elle a multiplié par trois le nombre de député·es de l'opposition de gauche. Elle a donné l'espoir d'une véritable alternative pour des millions de citoyennes et de citoyens face au macronisme et à la menace de l'extrême droite.

14. Depuis lors, les insoumis·es se sont mobilisé·es, nationalement comme localement, partout en France pour travailler au renforcement de la NUPES **à travers des initiatives communes, car c'est bien l'action de terrain qui convainc et fédère.**

- Nous avons ainsi proposé d'initier partout des "assemblées de la NUPES" à l'échelle des communes ou des circonscriptions permettant de réunir toutes celles et tous ceux qui voulaient défendre son programme.

- Nous avons souhaité faire vivre et grandir le Parlement de la NUPES, mis en place pendant les élections législatives afin de réunir des figures syndicales et associatives, les intellectuel·les et les personnalités du monde de l'art et de la culture.

- Nous nous sommes battu·es pour construire la NUPES aussi bien à l'Assemblée nationale qu'au Sénat en proposant un groupe commun à l'Assemblée nationale et des listes communes pour les élections sénatoriales.

- Nous avons milité et soutenu toutes les initiatives pour former une liste commune aux élections européennes dont celles des jeunes de la NUPES et avons proposé aux écologistes de conduire cette liste de rassemblement.

- Nous avons souhaité préparer ensemble les élections municipales.

Nous nous sommes mobilisé·es sans cesse pour renforcer la NUPES, **plus court chemin pour permettre la prise du pouvoir en 2027** et **gouverner pour l'intérêt général.**

LES BLOCAGES DE LA "GAUCHE D'AVANT"

15. Malheureusement, malgré tous nos efforts et les attentes populaires, **notre volonté d'approfondir** la NUPES s'est heurtée aux blocages des appareils de la « gauche d'avant ». Ainsi, nos différentes propositions ont toutes, sans exception, été refusées par une partie ou par l'ensemble des autres forces de la NUPES. Et à aucun moment, il ne nous a été fait de contre-propositions permettant de dépasser des situations de blocage. **Si certains de nos partenaires ont pu y contribuer**, c'est bien souvent la persévérance des insoumis-es qui a permis que des assemblées locales se réunissent ou que des actions conjointes se fassent sur le terrain.

16. De fait, face à cette obstruction organisée, notre rassemblement inédit s'est vite réduit à une simple structure de coordination entre groupes parlementaires à l'Assemblée nationale. Et les derniers mois ont révélé les tentations de certains de nos partenaires à **rompre avec le programme de la NUPES** pour revenir aux logiques de la gauche d'avant, qui soutient et se compromet, **qui s'aligne avec les théories du choc des civilisations en excluant la France insoumise**.

17. Nous connaissons la suite : début octobre, le PCF, après maintes déclarations hostiles, a pris la décision de quitter la NUPES ; le PS a suspendu sa participation aux réunions de l'intergroupe à l'Assemblée nationale avant d'effacer toute référence à notre alliance dans le nom de son groupe parlementaire ; **quant** à EELV, sa direction persiste à empêcher toute liste commune de la NUPES aux élections européennes **et a refusé la poursuite du Parlement de la NUPES**.

L'UNION POPULAIRE JUSQU'À LA VICTOIRE !

18. Mais les raisons qui ont conduit à vouloir la NUPES demeurent. Tout comme les espoirs qu'elle a suscités. Ils ne peuvent pas être effacés par le refus de telle ou telle formation politique de poursuivre sur le chemin de l'unité. Tout comme il ne peut pas être question de remettre en cause des engagements programmatiques pris devant les électrices et les électeurs.

19. Peut-on poursuivre et renforcer la démarche ? Oui, **en élargissant** l'adhésion populaire autour du programme de la NUPES, **en combattant sans relâche l'abstention, la résignation et le repli sur soi**. C'est à l'ensemble des groupes politiques, personnalités, militant·es engagé·es dans une organisation politique, syndicalistes, militant·es du monde associatif, **citoyen·nes** que nous nous adressons.

20. Nous leur disons que le refus objecté par des appareils politiques de la gauche d'avant ne doit pas empêcher de nous réunir pour préparer ensemble la grande confrontation démocratique de 2027. Et pour cela nous devons faire de chaque rendez-vous électoral un rendez-vous d'adhésion avec notre programme **de rupture** et notre méthode d'implication populaire à la base. Nous leur proposons :

- de nous retrouver ensemble dans un nouvel espace, inspiré du Parlement de l'Union populaire, pour faire vivre notre démarche de rassemblement ;

- de nous regrouper partout en France dans des assemblées de l'Union populaire ouvertes à **toutes celles et tous ceux qui se retrouvent dans le programme** ;

- de poursuivre le travail programmatique des jeunes de la NUPES, à partir du programme partagé déjà signé entre les partis en 2022, pour porter un programme commun pour les élections européennes de juin 2024 ;

- de bâtir ensemble une liste commune de candidat·es pour porter ce programme dans cette élection ;

- d'œuvrer ensemble **dans le cadre de cette Union populaire** à la préparation de tous les scrutins suivants, à commencer par les élections municipales **et consulaires** de 2026 ;

- de réunir une Convention de l'Union populaire le week-end des 16 et 17 mars prochain afin de lancer ensemble cette dynamique.

AUX ÉLECTIONS EUROPÉENNES, FAISONS GRANDIR L'UNION POPULAIRE !

21. Les élections européennes de juin 2024 auraient dû être l'occasion d'une liste commune de la NUPES. C'était là se donner **les meilleures chances** de battre les macronistes et l'extrême droite, de prolonger l'espoir de notre victoire au premier tour des législatives **et de préparer la prise du pouvoir en 2027**. Mais cette possibilité a été refusée par les appareils écologistes, communistes et socialistes, **malgré le travail programmatique et la démarche formidable engagée par les jeunes de la NUPES. Cela ne doit pas nous arrêter**. L'union peut se faire sans ceux qui la divisent. C'est notre devoir de l'entreprendre.

22. C'est pourquoi, en cohérence avec notre démarche de construction de l'Union populaire, nous porterons une liste ouverte, porteuse du programme commun de la NUPES. Manon Aubry, co-présidente du groupe de la Gauche au Parlement européen, sera en charge de la coordination du travail préparatoire à ces élections, en lien avec Nathalie Oziol et Paul Vannier, pour l'espace Batailles électorales, et avec Clémence Guetté et Hadrien Clouet, pour l'espace Bataille des idées.

DÉFENDRE LE PROGRAMME COMMUN DE LA NUPES

23. Pendant cette campagne, nous défendrons les propositions du programme commun de la NUPES, comprenant notamment un chapitre entier sur les questions européennes, autour duquel ont été élu·es 151 député·es à l'Assemblée nationale. Nous nous appuierons également sur le travail programmatique des jeunes de la NUPES, sur le travail des groupes thématiques de la France insoumise et sur les propositions des syndicalistes, activistes, **militant·es associatifs**, intellectuel·les ou artistes qui s'associeront à cette démarche.

24. Ce programme présentera les combats concrets que mèneront les eurodéputé·es de l'Union populaire, dans la continuité du travail effectué depuis 2019 par la délégation insoumise au Parlement européen : pour la conquête de nouveaux droits écologiques, **féministes**, sociaux et démocratiques, face à l'arc réactionnaire qui

se constitue à Bruxelles et à Strasbourg alliant une partie des **néolibéraux** jusqu'à l'extrême droite.

25. Face à l'explosion des prix, à la maltraitance sociale qui frappe les peuples en Europe, à la multiplication des catastrophes climatiques, notre programme **porte** une rupture avec le cours actuel néolibéral, productiviste et anti-démocratique de l'Union européenne. Nous devons rompre avec les dogmes néolibéraux d'austérité, de libre-échange et de marché : cela devra nécessairement passer par des rapports de force et par la désobéissance pour revoir les traités européens en profondeur.

26. **Fidèles à notre doctrine du non-alignement**, nous serons également les défenseur-es de la paix, du respect du droit international et de la justice pénale internationale en toute circonstance contre les invasions, les crimes de guerre et le crime organisé au niveau mondial. **C'est pourquoi nous porterons l'exigence de cessez-le-feu immédiat et permanent en Palestine et la demande de sanctions contre le gouvernement israélien responsable des massacres à Gaza et des exactions des colons en Cisjordanie et à Jérusalem-Est.**

UNE LISTE À L'IMAGE DE L'UNION POPULAIRE

27. Notre liste sera bien évidemment à l'image de l'Union populaire, en regroupant des organisations politiques, des syndicalistes, des militant-es des associations, des intellectuel-es et des figures engagées dans les combats sociaux, écologistes, féministes, antiracistes ou **altermondialistes**. **Elle sera à l'image du peuple dans toute sa diversité.**

28. Elle s'appuiera sur le travail et l'expérience de la délégation des eurodéputé-es insoumis-es et sera ouverte à toutes celles et ceux qui souhaitent une rupture avec les politiques européennes actuelles pour répondre aux défis du chaos climatique, à l'explosion des inégalités et à l'instabilité géopolitique que notre continent doit d'urgence relever. Elle le fera en lien avec nos allié-es à travers toute l'Union européenne, rassemblé-es au sein de la coalition « Maintenant le Peuple » **que nous voulons élargir à de nouveaux partenaires européens.**

29. En pratique, et dès le mois de janvier 2024, un appel à candidatures sera adressé aux insoumis-es souhaitant s'engager comme **candidat-e** dans notre campagne européenne. **Les candidatures reçues seront transmises aux boucles départementales du département de résidence de ces candidat-es, chargées de les examiner entre le 17 et le 25 janvier 2024 en vue de transmettre un avis au Comité électoral de la France insoumise.**

30. Parallèlement, nous travaillerons à l'ouverture de notre liste à des candidatures d'Union populaire hors des rangs actuels de la France insoumise. Au cours du mois de **février**, le Comité électoral de la France insoumise élaborera et ordonnera notre liste de 83 candidat-es puis proposera cette liste à l'approbation des insoumis-es par **un vote en ligne**. Le programme et la liste seront présentés en mars 2024 lors de la Convention de l'Union populaire.

TEXTE EN ROUGE : ISSU DES REMONTÉES DES BOUCLES DÉPARTEMENTALES

TEXTE EN VIOLET : ISSU DE LA RÉUNION DE L'ASSEMBLÉE REPRÉSENTATIVE